plaise à votre Majesté, déclarer et décréter, et il est par le présent déclaré et décrété par la très-excellente Majesté du Roi, de l'avis et du consentement des lords spirituels et temporels et des communes assemblés en ce présent parlement, et par l'autorité d'icelui :

- 1. Que depuis et après la passation du présent acte, le roi A l'avenir, il et le parlement de la Grande Bretagne n'imposeront aucun nesera plus indroit, taxe ou cotisation que ce soit, payable dans aucune des par le roi et le colonies, provinces et plantations dans l'Amérique du Nord ou parlement de la dans les Indes Occidentales, si ce n'est les droits qu'il sera tagne, dans su-expédient d'imposer pour le règlement du commerce ; le pro- cune des coloexpédient d'imposer pour le reglement du commerce; le pro- mies de l'Améduit net de ces droits sera toujours payé et employé pour rique du Nord, l'usage de la colonie, province ou plantation dans laquelle ils ou dans les auront été respectivement prélevés, en la même manière que tales; excepté, les autres droits perçus par l'autorité des cours on assemblées etc. générales de ces colonies, provinces ou plantations, sont ordinairement payés et employés.
- 2. Que depuis et après la passation du présent acte, la partie Partie d'un acte de l'acte passé en la septième année du règne de Sa présente de la 7e Geo. 3, Majesté, intitulé: Acte pour accorder certains droits dans les qui impose un colonies et plantations britanniques en Amérique, pour autoriser importé de la une remise des droits de douane sur l'exportation de ce Royaume frande Bresur le café et les cacaos de la provenance des dites colonies ou rique, abrogée. plantations; pour discontinuer les remises de droits payables sur la porcelaine de la Chine exportée en Amérique ; et pour empêcher plus efficacement l'écoulement clandestin de marchandises dans les dites colonies et plantations, qui impose un droit sur le thé importé de la Grande Bretagne dans quelque colonie ou plantation en Amérique, ou qui a trait au dit droit, est par le présent acte abrogée.

ACTE IMP., 31 G. 3, c. 31—1791.

Acte qui abroge certaines parties d'un Acte passé dans la quatorzième année du règne de Sa Majesté, intitulé: "Acte qui pourvoit plus efficacement pour le Gouvernement de la province de Québec, dans l'Amérique du Nord; " et qui pourvoit plus amplement pour le Gouvernement de la dite Province.

N Acte ayant été passé dans la quatorzième année du règne Préambule. de sa présente Majesté, intitulé : Acte qui pourvoit plus 14 G. 3, c. 83, efficacement pour le gouvernement de la Province de Québec, cité. dans l'Amérique du Nord; et le dit acte n'étant plus, à plusieurs égards, applicable à la présente condition et circonstances de la dite province; et étant expédient et nécessaire de pourvoir actuellement plus amplement pour le bon gouvernement